

La légalité de l'intervention militaire française au Mali

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Titre(s) : La légalité de l'intervention militaire française au Mali : contribution à l'étude du cadre juridique de la lutte armée contre le terrorisme international / Djiby Sow

Auteur(s) : Sow, Djiby (19..-....)

Publication : Paris : L'Harmattan, DL 2016

Description matérielle : 1 vol. (287 p.) : couv. ill. en coul. ; 22 cm

Collection : Le droit aujourd'hui

ISBN : 978-2-343-08516-6
2-343-08516-1

EAN : 9782343085166

Appartient à la collection : Le Droit aujourd'hui 2271-2712

Classification décimale Dewey : 320.966 23

Note sur les bibliographies et les index : Bibliogr. p. 245-282. Notes bibliogr.

Résumé ou extrait : La quatrième de couverture indique : "11 janvier 2013. La France déclenche au Mali une spectaculaire opération militaire baptisée "Serval", la plus importante depuis la guerre d'Algérie. L'objectif annoncé au sommet de l'Etat est clair : "détruire les terroristes" qui occupent depuis huit mois la majeure partie de cet immense territoire sahélien et menacent désormais la totalité du pays. L'exécutif français multiplie les justifications et estime bénéficier d'une base juridique incontestable. L'intervention s'inscrit pourtant dans un contexte stratégique complexe. Le soulèvement des Touareg du MNLA a plongé le Mali dans un conflit armé interne. De tous les groupes armés en présence, seuls AQMI et le MUJAO sont reconnus comme "organisation terroriste" par le Conseil de sécurité de l'ONU. C'est Ansar Dine, le second groupe de rebelles touareg, qui mène l'"offensive terroriste" présumée menacer Bamako. La capitale connaît une situation quasi insurrectionnelle qui menace d'emporter les autorités de transition issues du coup d'Etat du 22 mars 2012. Mais surtout, en conduisant à la sanctuarisation de la rébellion à Kidal, l'intervention française influence de façon décisive l'issue du conflit malien : trois années plus tard, le fief de la rébellion touareg échappe toujours à l'autorité de l'Etat. Autant de problèmes juridiques discutés dans cette analyse circonstanciée de la légalité de l'opération Serval à l'aune du droit international positif. L'auteur propose une synthèse accessible des principes juridiques encadrant la lutte armée contre le terrorisme international. Une étude qui vient à point nommé face à la mondialisation de "la guerre

contre le terrorisme".

Sujet - Nom commun : Terrorisme -- Lutte contre -- Prévention -- Législation
Intervention (droit international)
Opération Serval (2013-2014)
Terrorisme -- Mali -- Histoire -- 2000-....

Sujet - Nom géographique : Mali -- Histoire